Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 16 FEVRIER 1979 - N° 855 Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76. 2,00 F.

Contre le chômage OUI AUX ACTIONS EFFICACES !

Il y a à peine quelques semaines, une manifestation contre le chômage était violemment réprimée par la police à Caen ; un manifestant atteint d'une grenade à la face perdait un œil ; deux jours plus tard, une puissante manifestation de riposte rassemblait des milliers de travailleurs ; il y avait longtemps que l'on n'avait vu cela à Caen.

Quelques jours plus tad, nouveau coup de colère à Saint Nazaire. Puis, à Saint Chamond, 5 000 personnes rassemblées en quelques heures expulsaient la racaille des sociétés de gardiennage et réinstallaient les travailleurs dans l'usine qu'ils occupent depuis 18 mois.

Ces actions offensives, résolues, ont immédiatement retenu notre attention. On s'est dit que quelque chose était en train de changer sur le terrain des luttes.

Puis, l'annonce des plans de restructuration dans la sidérurgie et leurs cortèges de licenciements ont provoqué une énorme colère dans les bassins de l'Est et du Nord. Cette fois, c'en est trop ! Ils veulent assassiner des régions entières ! Ils veulent réduire à la misère, à l'exode et au chômage des milliers et des milliers de familles ouvrières ; ils veulent rejeter impitoyablement des dizaines de milliers de travailleurs après leur avoir volé leur vie, leur avoir sucé le sang. Il y a un an, le chômage atteignait des sommets vertigineux. Depuis, il a augmenté de 20 % ; cela a été annoncé mercredi soir à la télévision.

Le cynisme le plus total est affiché par les Barre, les Boulin, les Giraud, les Ceyrac... Ils affichent ouvertement leur intransigeance ; ils clament haut et fort qu'ils ne reculeront pas, qu'ils appliqueront leurs sinistres projets. C'est l'ampleur prise par le chômage, c'est l'intransigeance de la bourgeoisie qui a fait s'accumuler la révolte des travailleurs, particulièrement depuis l'arrivée de Barre à la tête du gouvernement.

Aujourd'hui, cette révolte éclate. Un peu partout en France, des milliers de travailleurs au chômage ou menacés d'y être ont engagé l'action. A leur tête les sidérurgistes de Longwy et ceux de Denain. Avec eux les métallos lyonnais, ceux de Nantes... ça commence à bouger aussi dans le trust RVI et dans toutes les usines CEM de France... En quelques semaines, quelques jours, la situation s'est considérablement modifiée. Les efforts des médias pour le cacher ou pour réduire tout cela à des «accès de fièvre de quelques têtes chaudes», paraissent dérisoires.

Il y a un point commun à ces dizaines de luttes qui se déroulent actuellement sous les formes les plus diverses, c'est leur caractère extrêmement offensif. L'exaspération des travailleurs est à son comble. Et l'expérience a été faite de nombreuses fois : *pour lutter contre le chômage, pour faire reculer la bourgeoisie, il faut des actions efficaces ;* il faut construire *réellement* le rapport de forces. C'est partant de cette idée que des franges importantes de la classe ouvrière se sont lancées résolument dans la lutte.

Ils en ont assez de ces actions-bidons, de ces promenades traditionnelles sans effet. Combien de journées proclamées «d'action» qui n'ont servi à rien d'autre qu'à décourager jusqu'aux plus décidés ? Combien de discours, de pétitions, de délégations pour rien ; strictement rien. *«Pas un boulon ne doit être démonté à Thionville»* clamaient les états-majors syndicaux. En effet, il n'y a pas eu de boulon démonté... cela n'a pas empêché le haut-fourneau d'être arrêté et les milliers de suppression d'emplois de se faire.

Aujourd'hui, les choses sont en train de changer. Assez de discours, assez de promesses ! Il faut des actes, il faut des actions efficaces, de plus en plus de travailleurs l'exigent. Et l'imposent.

Dans ce cours nouveau des luttes ouvrières, nous serons aux côtés des travailleurs les plus décidés. Nous soutiendrons résolument leurs actions quelles que soient les formes qu'elles prennent. Nous mettrons tout en œuvre pour aider les luttes à se développer, à se coordonner, à se renforcer. Les seuls critères valables sont ceux de l'efficacité et de l'enracinement de ces actions dans la classe ouvrière. Des milliers de travailleurs, utilisant les formes de lutte les plus diverses, résistent à la politique impitoyable de la bourgeoisie. Nous sommes résolument à leurs côtés.

Gérard PRIVAT

Mi-janvier, les sidérurgistes de Hagondange bloquent toute une matinée l'express Luxembourg-Paris.

Usinor - Dunkerque
très grave
accident du travail
1 mort,
plusieurs blessés
graves
«QUAND ON ENTRE AU HF4, ON N'EST JAMAIS SÛR D'EN SORTIR»

Enquête de Pierre PUJOL

Lire en page 5

Dans le *Quotidien du Peuple* du samedi 17 février

Contraires au sein du peuple :

Des journaux locaux, de quartier, pour quoi faire ?

Reportage :

La Loire veut vivre

TELEVISION

«Holocauste» à la télévision

HOMMES, SOYEZ VIGILANTS

Le titre fait choc. La presse en a beaucoup parlé avant. En dernière minute, le gouvernement lui-même, par la voix de Beullac, est intervenu : tout était en place pour que le film *Holocauste* ait une très large audience. Et c'est ce que montrent les premiers sondages, qui gratifient de 42 % des téléspectateurs le programme diffusé mardi soir sur l'A 2.

Efficacité : telle est, d'emblée la caractéristique de l'émission. L'efficacité propre à la télévision américaine, qui sait très bien mettre les gens de plain-pied avec les histoires qu'elle raconte. Cette famille juive-allemande, les Weiss, avec le docteur, le fils Karl, le grand-père maternel qui a fait la guerre, et tous les autres, la voici d'emblée rendue proche au spectateur. A travers elle, c'est comme s'il en était partie prenante, qu'il est invité à revivre la tragédie des Israélites sous la botte hitlérienne.

LA TERREUR NAZIE

Le premier épisode a déjà montré plusieurs aspects de la terreur nazie : les hordes policières de la «nuit de cristal» détruisant tout dans les quartiers juifs, Buchenwald, les chambres à gaz où la petite Anna est assassinée après avoir été violée par des policiers, la déportation en masse vers la Pologne et les début du ghetto de Varsovie. Tous épisodes véridiques, et qu'il est bon que les jeunes apprennent à connaître : ne se trouvait-il pas ces derniers temps des Darquier de Pellepoix ou des Faurisson pour contester les chiffres du massacre, pour chipoter sur les détails, pour prétendre mesurer l'horreur afin de mieux la banaliser ?

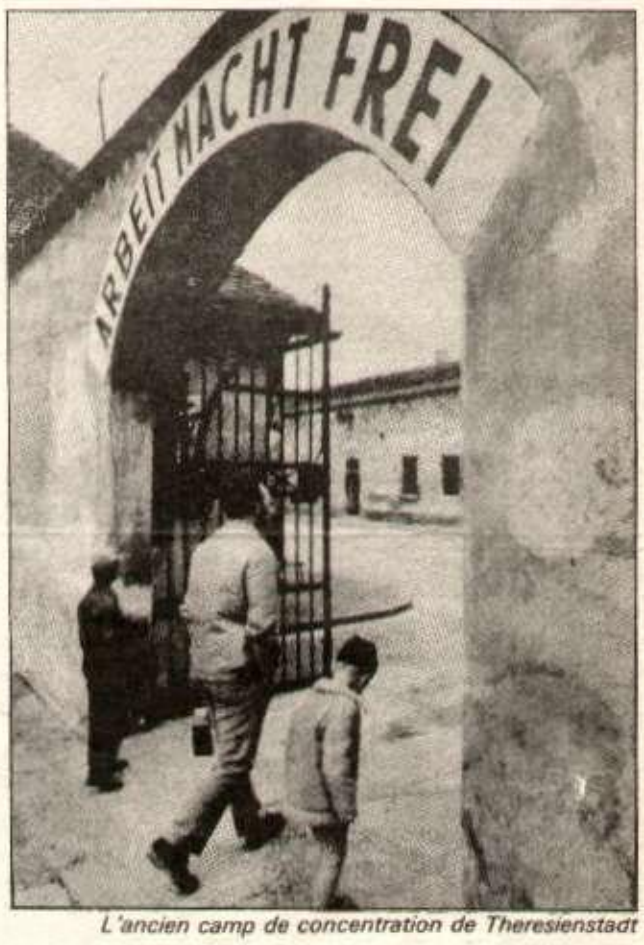
UNE PERVERSION MYSTERIEUSE ?

Quant au nazisme, le film en dit long sur son aspect antisémite. Mais est-ce seulement cela ? Plus même, est-ce quelque perversion mystérieuse qui suffirait à rendre compte de son antisémitisme, l'arrivisme des petits avocats à la Dorf venant ensuite expliquer les ralliements ?

Un système d'oppression monstrueux a réduit à l'esclavage le peuple allemand lui-même, d'abord, puis ses voisins ; il a plongé l'Europe et le monde dans une guerre dévastatrice ; ce fascisme là s'est appuyé sur la haine du Juif. Avant qu'il la pousse jusqu'à l'extermination massive, elle a été son instrument privilégié pour diviser les travailleurs allemands, pour rétablir la situation chancelante des Krupp et des Thyssen, des barons de l'acier, grands financiers de Hitler. De tout cela, Holocauste *ne souffle mot : cette bête immonde qu'il dépeint, de quel ventre est-elle donc sortie ? Et comment, contre quoi exactement, après avoir vu la série des émissions, pourrons-nous être vigilants, comme Julius Fucik, victime du nazisme, y appelait à l'heure de sa mort ?*

PARTIE PRENANTE DE LA LUTTE DES CLASSES

Au reste, est-il bien conforme à la réalité de montrer tout au long une communauté juive dont la seule définition est justement son caractère juif ? Que l'on sache, les Juifs allemands, comme ceux du monde entier, étaient à l'époque partie prenante de la lutte des classes qui se déroulait à l'échelle internationale. Plus d'un, avant et après l'avènement de Hitler, militait par exemple au sein du Parti communiste. Plus d'un, dans les pays occupés, a ensuite participé à la Résistance nationale, en tant que Français, que Tchécoslovaque, que Yougoslave... Et qu'ils soient de telle ou telle origine, qu'importait au sein des maquis et des réseaux, dans le combat patriotique.



L'ancien camp de concentration de Theresienstadt

En refermant ainsi sur elle-même la communauté juive, Holocauste *conduit tout droit à l'issue déjà esquissée à la fin du premier épisode, et qui s'imposera à la fin, avec le départ pour la Palestine du jeune Rudi : la Résistance, pour les Juifs, ne peut être que le sionisme. Alors, cette étoile de David, symbole religieux que nous voyons brûler sur une synagogue incendiée par les nazis avec ses fidèles, va devenir tout autre chose : désormais, elle frappe le drapeau de l'oppression qui s'exerce sur le peuple palestinien, voué par une entreprise impérialiste à une «solution finale» d'un nouveau genre.*

Jean LERMET

La projection en RFA

TRÈS IMPORTANT ET TRES POSITIF

Personne certainement, dans les maisons de radio et parmi les responsables de la télé allemande (qui d'ailleurs avaient longtemps hésité avant de passer, sur la troisième chaîne, la série américaine sur l'extermination nazie de 6 millions de Juifs) ne s'était attendu à la réaction qu'a provoqué le film *«Holocauste»* dans la population allemande. Plus de 20 millions de personnes l'ont vu, plus de 30 000 ont téléphoné après chacune des quatres émissions à la télé — pour poser des questions, pour confirmer, pour exprimer leur bouleversement, leur effroi face à la terreur fasciste.

«Holocauste» est devenu le principal sujet de discussion en RFA : *«Savait-on»* ou *«Ne savait-on pas»*, la question est passionnément discutée, alors que, parmi les jeunes notamment on demande : *«Comment ça se fait que l'on n'en parle que maintenant ?»*.

«Partout où tu vas, les gens discutent», m'a dit une amie, *«dans les bistrots, partout. Pas une seule discussion à bâtons rompus où l'on n'aborde, à un moment ou à un autre, «Holocauste». Et tout le monde se sent concerné. C'est la première fois que cela arrive et, malgré tous les défauts que tu peux trouver à ce film —et il y en a— cela me semble très important et très positif».*

«On en a beaucoup discuté à l'école», dit un lycéen, *«on en a discuté pendant les cours, avec l'accord des profs souvent, sinon on l'a fait quand même. On voulait en savoir plus, on voulait savoir aussi comment les profs et les gens qui ont vécu cette époque, se situent par rapport à cela, comment ils l'expliquent».*

Déportation de juifs à Auschwitz (scène du film)

DES MANUELS SCOLAIRES MUETS

Car des explications sur la terreur fasciste, on ne les obtient pas facilement en RFA, ni à l'école, ni dans les mass-média. Alors que des livres et des films (comme celui de Joachim Fest *«Hitler, une carrière»*, par exemple), revalorisent le fascisme hitlérien, les manuels scolaires restent particulièrement muets sur la question. «Manque de temps», on passe rapidement, en cours d'histoire, sur la période du fascisme. L'allusion au *«phénomène hitlérien»* et l'affirmation que le parti nazi NSDAP et le KPD (parti communiste allemand) auraient, en commun, provoqué la fin de la République de Weimar et la mise en place du régime nazi, doivent faire l'affaire. *«Rot gleich braun»* (rouge égale brun) était aussi le slogan avec lequel le régime d'Adenauer tentait non seulement de discréditer l'Union soviétique socialiste des années 50, mais de cacher en même temps la honteuse continuité et complicité de l'Etat ouest-allemand avec l'Allemagne fasciste.

Continuité et complicité qui, d'ailleurs, ne datent pas d'hier, comme le montrent les nombreux nazis qui occupaient et occupent encore d'importants postes d'Etat (Kiesinger, ex-chancelier fédéral ; Filbinger, ex-ministre-président du Bade-Wurtemberg ; Puvogel, ministre de la justice de Niedersachsen ; Carstens, aujourd'hui candidat au poste du président fédéral, pour ne citer que quelques noms...).

Les procès nazis témoignent aussi de cette complicité : Alors que, dans les procès contre les «terroristes» tout est fait pour «accélérer la procédure», que les accusés sont exclus de leur propre procès quand ils se sont *«mis hors d'état de suivre la procédure»*, une légère indisposition de l'accusé suffit dans les procès des ex-nazis pour ajourner le procès. Le procès Majdanek où 14 hommes et femmes sont accusés d'avoir, dans les seules années 1943 et 1944, assassiné 250 000 personnes dans le camp d'extermination de Lublin-Majdanek, s'étire en longueur (en 1979 !) depuis 3 ans...

UNE CULPABILITÉ INDIVIDUELLE ?

Certes, les explications que fournit la série «Holocauste» sur le fascisme hitlérien sont loin d'être satisfaisantes. *«En regardant le film, on a l'impression que le fascisme est quelque chose d'inexplicable, de mystérieux»*, m'explique une amie que j'interroge au téléphone. *«Comme il joue énormément sur les sentiments, on se sent concerné, presque coupable, individuellement, on ne se pose pas tellement de questions sur les origines du fascisme. En plus, dans ce film, le fascisme est réduit à l'antisémitisme. On a l'impression que la terreur fasciste se réduit à l'extermination des juifs, on ne parle pas des communistes et antifascistes assassinés. C'est la même chose pour la résistance : C'est une bonne chose de nous montrer la résistance des juifs, mais pourquoi ne dit-on pas que c'est le mouvement ouvrier allemand, les communistes surtout, qui ont joué le rôle principal dans la résistance ? Et bien sûr, tout comme dans les manuels scolaires, rien n'est dit sur le rôle de la bourgeoisie allemande, des complexes chimiques et sidérurgiques sans lesquels Hitler n'aurait jamais pu accéder au pouvoir».*

LA PRESCRIPTION DES CRIMES REMISE EN CAUSE

Pourtant, par le débat même qu'a déclenché ce film dans la population allemande, il semble avoir un effet plutôt positif : une discussion a été ouverte qui peut dépasser de loin des sujets abordés par le film. On en constate les premières conséquences : un professeur nazi a dû être suspendu de ses fonctions à la suite d'une dénonciation par une élève. Autre fait significatif : depuis un certain temps est discuté en RFA la question de la prescription des crimes nazis, question sur laquelle le Bundestag aura à trancher prochainement. Le film «Holocauste» a animé cette discussion ; un travailleurs, dans le courrier des lecteurs d'un journal, en témoigne : *«Quand j'ai discuté dans ma boîte sur la prescription avant l'émission du film, les gens s'y sont à peine intéressés. Beaucoup d'entre eux ont dit qu'il fallait en finir avec ces discussions, qu'il était temps d'oublier tout cela etc. Aujourd'hui, il n'y a presque plus personne qui est pour la prescription».*

Anne RHEIN

Lyon : Berliet, CEM, Gabriel, SNAV
LES MOUVEMENTS REVENDICATIFS COMMENCENT A PRENDRE DE L'AMPLEUR

Berliet Saint-Priest occupé pour 350 F pour tous et contre le démantèlement d'une chaîne de montage, débrayages massifs à Vénissieux pour les 350 F, deux grosses usines CEM occupées pour 400 F pour tous et contre les sanctions, grève et occupation chez Gabriel à Lyon Vaise pour les salaires et l'embauche des intérimaires, débrayages à la SNAV contre la répression patronale... La liste n'est sûrement pas complète... Aujourd'hui, rien que sur Lyon, les mouvements revendicatifs commencent à prendre de l'ampleur.

A l'usine de Saint-Priest, la grève se poursuit, ainsi que l'occupation «pour protéger l'outil de travail». Bien que les ouvriers puissent travailler, seuls 5 sur 850 sont présents. Autant dire que la grève est massive. Elle se poursuivra de toute façon jusqu'au week-end.

Côté direction, c'est le mutisme. Mardi soir, une discussion de quatre heures entre les syndicats et la direction n'a évidemment rien donné. L'objectif de cette discussion était de faire revenir à Saint-Priest les lignes de montage déménagées.

A Vénissieux, et sur l'ensemble du trust RVI, un débrayage de quatre heures était prévu pour jeudi. Des «actions mystères» devaient se produire comme l'ont annoncé, mercredi matin, les organisations syndicales.

ET SUR LA CEM

Normacem-Decines toujours occupée. Normacem-Buire toujours occupée. Dans ces deux boîtes, les travailleurs participent assez massivement à l'occupation, et entendent bien faire céder la direction générale.

A Petercem, l'occupation a été suspendue mercredi matin. Il faut dire que des éléments de la direction (le chef du personnel et son secrétaire) ainsi que des éléments fascistes de la maîtrise ont mis le paquet : ils n'ont cessé de provoquer et d'aller à l'affrontement. Résultat : trois ouvriers ont été blessés dont un avec sept jours d'incapacité de travail ! Dans ces conditions, les syndicalistes ont préféré rouvrir les portes afin d'éviter tout problème. Mais une grande partie des travailleurs présents, loin de rentrer dans l'usine, sont restés dans la cour, ce qui prouve que même s'ils ne participaient pas à l'action engagée depuis mardi, ils y étaient largement favorables.

Jeudi dès 7 heures du matin, une prise de parole devant les portes devait permettre de poursuivre la mobilisation.

Et à 9 heures, un rassemblement de toutes les usines CEM de Lyon était prévu, soit devant Petercem, soit devant Normacem. Une occasion pour les travailleurs de réaffirmer leur volonté de faire céder M. Koch, le PDG de la CEM, et ainsi d'imposer les 400 F pour tous et le maintien des 40 heures.

Par ailleurs, on apprenait mercredi matin que l'usine CEM de Nancy venait d'être réoccupée. Au Havre, la bagarre se poursuit.

Nous ferons demain un compte-rendu plus détaillé de ces luttes offensives sur les salaires, qui sont un signe évident que la température, dans la classe ouvrière lyonnaise, commence à monter...

Michel BERTEL

SOTRACOMET-Lorraine

LA COLERE GRONDE

Il y avait déjà beaucoup de monde, mercredi à 8 heures trente dans la cafétéria de la Sotracomet à Mezière-les-Metz pour réaliser une *«opération coup de poing»*. Rapidement, les consignes sont données. Un des responsables de la CFDT lance : *«Il n'y a pas de raison qu'on n'emmène pas le semi-remorque»*. Aussitôt dit, aussitôt fait.

Sur la route conduisant à Metz, on roule sur quatre lignes de front. Phares allumés, klaxons bloqués, des dizaines de voitures, bourrées d'occupants se rendent à Metz. Le semi-remorque lourdement chargé et couvert d'affiches CFDT, ouvre la voie. A quarante à l'heure on arrive à destination. La voiture sono s'avance devant le centre administratif. On se gare. Depuis trente minutes, une cinquantaine de camarades de la Sotracomet sont dans le hall et attendent les renforts. Après un moment d'hésitation on se répand dans les étages.

L'immense centre est une mine de renseignements, il recèle des tonnes de dossiers, dont beaucoup sont lourds de menaces. On se perd dans les couloirs. A droite le bureau «insoumis, réfractaire et désertions». Au bout à gauche le bureau d'où les flics cherchent à traquer les immigrés. *«Travailleurs immigrés : enquête-expulsion»*. Au premier étage, le service des impôts. L'envie ne manque pas de tout foutre par la fenêtre. Un employé du centre administratif lance : *«Nous sommes de tout cœur avec vous»*. Un groupe de travailleurs en revanche n'hésite pas sur le chemin à suivre et monte directement au service de la main d'œuvre. Le chef du bureau se lève de son siège, une main douce mais ferme le rassoit. Des armoires sont ouvertes. Rapidement on parcourt la tranche des dossiers suspendus. On n'est pas là pour s'amuser mais pour trouver les dossiers de la SOTRACOMET. Contre les licenciements, l'usine est occupée depuis le 12 janvier. C'en est assez. Au passage, on trouve des dossiers intéressants sur telle ou telle usine, ou tel ou tel licenciement. Plus d'une heure plus tard, le résultat escompté ayant été atteint, on ressort sur le parvis de la cité administrative. Un syndicaliste CFDT pendant tout le temps que durait l'opération, expliquait inlassablement pourquoi elle avait été décidée. Dans le même temps, il est exigé qu'une délégation soit reçue à la préfecture. Nous repartons sur Longwy. Une petite délégation de sidérurgistes était en effet venue apporter son soutien. Ce premier contact ave les travailleurs non sidérurgistes, hors du bassin de Longwy, est riche de promesses pour l'avenir.

François MARCHADIER

Thionville : une manifestation au mois de décembre

S'organiser pour imposer le droit à l'emploi

Dans un tract distribué sur place, la section CFDT de la Sotracomet explique : *«Le 23 avril 1976, après 6 mois de lutte par les travailleurs de l'ex-Sotra, la nouvelle société Sotracomet - Lorraine démarrait avec un effectif prévu à terme de 200 salariés* (...)

Le 27 janvier 1979, les travailleurs de Sotra sont à nouveau licenciés, après plusieurs tentatives de la part de la direction et son syndic. Les travailleurs de la société occupent leur entreprise à partir de deux revendications. Premièrement, l'application des accords de reprise signés par l'employer et deuxièmement, un emploi pour les travailleurs de Sotracomet - Lorraine (...)».

Aussi pour se donner le maximum d'efficacité, les travailleurs de Sotra et de Soloci avec la CFDT, pensent qu'il est important que les chômeurs se regroupent. Pour favoriser cette perspective, ils ont décidé d'ouvrir les portes de leur entreprise, qu'ils occupent, à l'ensemble des chômeurs, afin de contribuer à les informer et à élaborer ensemble avec la CFDT, des moyens pour s'organiser et pour imposer le droit à l'emploi pour tous.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Dentzer - CIC

Unité contre le chômage et la répression

Mercredi 14. Il est midi. Dans les beaux quartiers du 9e arrondissement, qui concentrent à chaque rue sièges de banques et d'assurances, les employés commencent à sortir. Au 56 de la rue de Provence, siège du Crédit Industriel et Commercial, des employés sont rassemblés dans la cour, sous la pluie, tantôt crachin, tantôt franche averse. Des syndicalistes CGT et CFDT distribuent des tracts, et font signer la pétition contre la mise à pied pour 3 jours de 4 délégués, CGT et CFDT. Quelques instants plus tard, une quarantaine d'ouvrières de chez Dentzer, à Montreuil, arrivent dans la cour. Elles viennent à leur tour soutenir le personnel du CIC, en butte à la répression pour leur avoir concrètement témoigné leur solidarité, la semaine dernière, lorsqu'elles étaient venues demander des explications au directeur de la banque, principal actionnaire de Dentzer en liquidation.

Les différentes interventions insistent sur cette unité du personnel du CIC et de Dentzer, contre la répression et le chômage. Une unité que tous affirment avoir l'intention de développer. Vers une heure, proposition est faite de retourner voir la direction du CIC, à deux pas de là, rue de la Victoire. On passe la voûte qui relie les deux rues, et on se retrouve dans le grand hall directorial, à crier *«Dentzer vivra, non aux licenciements»*. Promptement alerté, et ne tenant sans doute pas à renouveler l'expérience de la semaine passée, (la direction s'était retrouvée coincée dans les bureaux où elle avait cherché refuge), le directeur-adjoint du personnel prend les devants, et commence à «dialoguer» avec les ouvrières, sur un ton presque larmoyant. Alors qu'à l'issue des premières négociations avec TGM, 140 ouvrières se retrouveraient au chômage, il se lamente : *«Croyez que ce serait plus agréable de ne pas licencier»*... Sur le fond des choses, il ne donne aucune garantie, pas même sur la certitude que les 96 ouvrières reprises par TGM seront encore 96 d'ici un an. Il refuse par ailleurs de revenir sur les mises à pied des délégués du CIC... Les ouvrières de Dentzer, qui commencent à avoir l'habitude des promesses du CIC sur leur emploi, savent à quoi s'en tenir. La lutte n'est donc pas terminée.

Monique CHERAN

Téléphonez au *Quotidien*
636 73 76

LUTTES OUVRIERES

LE VALENCIENNOIS DANS LA RUE LE 16

De notre correspondante

La sidérurgie dans le Valenciennois, ce sont trois usines qui ont appris le 12 décembre 1978 qu'elles devaient disparaître pour l'essentiel dans l'année 1979. Usinor-Denain : 6 000 emplois, 5 000 licenciements prévus ; il ne resterait plus que le secteur du train à bandes, mais on dit ici qu'il ne tiendra pas plus d'un an. Usinor-Trith : 1 000 emplois, 500 licenciements prévus ; il ne resterait que le service «roues-essieux». Usinor-Anzin : 450 emplois, 450 licenciements.

A l'annonce des licenciements, la riposte fut massive, imposante, jamais vue. Des dizaines de milliers de manifestants, avec femmes et enfants. Toute la ville et ses environs étaient dans la rue. A partir de l'usine, chaque semaine, plusieurs actions sont organisées, mettant en mouvement plusieurs centaines, plusieurs milliers de manifestants de plusieurs secteurs de l'usine. Même du train à bandes qui, au départ, hésitait à entrer dans la lutte.

Le Valenciennois était déjà bien malade du chômage. Il est touché au cœur par les licenciements dans la sidérurgie. On peut dire d'ores et déjà qu'ils seront plusieurs dizaines de milliers dans les rues de Valenciennes, pour manifester le 16 leur volonté de lutter contre le chômage. Voici les rendez-vous connus, sans préjuger des actions qui seront décidées sur le tas. Manifestation centrale interprofessionnelle et intersyndicale à 15 heures, place Watteau. Pour Usinor-Denain, départ en bus des différentes communes, et regroupement à la Sentinelle à l'école technique Dampierre à 14 heures, et pour Usinor-Anzin, manifestation dès 9 heures à l'usine, cortège dans la ville, pique-nique sur les places publiques, et rendez-vous à la manifestation centrale.

Dans la semaine faisant suite à la montée à Paris des 2 500 sidérurgistes d'Usinor-Denain, et préparant la manifestation du 16, nous avons rencontré dans une cité de Douchy un militant CFDT très actif et bien informé et deux femmes de la CSCV, organisation active et bien implantée sur la petite ville (plus de 150 adhérents pour 12 000 habitants).

«MAIS QU'EST-CE QUE TU ES ALLÉE FAIRE A PARIS ?»

Interview de deux femmes d'ouvriers d'Usinor-Denain, militantes de la CSCV (Confédération syndicale du Cadre de vie) à Douchy-les-Mines dans le Nord.

— La CSCV est assez bien organisée. Mardi dernier, nous avons manifesté à Denain ; on a pris des contacts avec Dunkerque et Longwy, sur le plan CSCV, pour voir quelles actions on pourrait envisager.

Pour le 16, il y a un appel à toutes les femmes et même aux enfants, pour participer à la manifestation. On sent que les femmes du quartier sont prêtes également à y aller, parce que toutes les familles sont touchées. Et pas forcément uniquement des femmes de sidérurgistes. (...)

▷ **— Quels problèmes rencontrez-vous pour mobiliser les femmes ?**

— Les femmes ne sont pas sur lieu de travail. Aujourd'hui, elles sont un peu plus motivées pour aller aux manifestations parce que leur mari va perdre l'emploi, et même les femmes qui ne sont pas d'Usinor sont concernées. Parce qu'elles se disent : «*Ce sera peut-être moi*». Et puis la solidarité joue aussi. Comme pour aller à Paris, il y avait des femmes. Du coin ici, on était 5. Il y avait ma voisine, qui n'a jamais participé à rien du tout. Mais elle est au chômage, et elle dit : «*Il faut faire quelque chose*». J'ai une copine dont le mari travaille avec le mien. Elle a manifesté le désir de venir à Paris, sans que je l'ai invitée, car elle ne sortait jamais. Ce qui est positif, c'est quand j'ai vu qu'on se frottait avec les CRS... J'ai dit :«*La prochaine fois, elle ne voudra plus y aller*». Au contraire, elle a dit : «*Dans le fond, on est dans la lutte, c'est normal que ça se passe comme ça*». Et elle est décidée à venir à la manifestation du vendredi. Souvent, aussi, les réticences, c'est du fait du mari. Il y en a beaucoup qui trouvent normal d'être en lutte, mais qui n'ont pas encore fait le pas pour laisser la femme prendre sa place dans la société...

— Et les femmes aussi pensent que c'est plutôt aux hommes d'aller à la bagarre. Par exemple, il y en a qui m'ont dit : «*Mais qu'est-ce que tu es allée faire à Paris ?*» Moi, je n'étais pas partie pour me battre, je vais vous dire franchement. Je me doutais qu'il allait se passer quelque chose. Mais bon... On est descendu des bus. Mais après, quand on a vu que ça nous tombait dessus, les hommes nous ont dit : «*Vite, rentrez dans les bus*». Je suis rentrée. Je n'allais pas commencer à prendre des cannettes et à les jeter. Bien sûr, s'il avait fallu, vraiment, je l'aurais fait, mais enfin...

▷ **— Comment se prépare le 16 ?**

— Ici, la CSCV se joint à la manifestation. On va passer avec un tract cet après-midi dans les appartements, pour faire appel aux gens. J'ai rencontré une copine ce matin. Elle m'a dit qu'elle veut aller à la manifestation, mais elle a des enfants en bas âge. Alors je lui ai dit que ma fille de 12 ans, qui ne veut pas y aller, peut les garder.

Mais mes garçons, eux, iront à la manifestation. Ils se sentent concernés.

— Au CES de Douchy, la JOC va distribuer un tract pour dire de faire grève et d'aller à la manifestation, au lycée classique, c'est beaucoup plus difcile car le milieu est plus bourgeois. Pour vendredi, le lycée technique ferme. Au lycée classique, c'est le contraire :

Si une manifestation d'ouvriers passe devant et crie : «*Les jeunes avec nous*», la directrice faif fermer les portes pour empêcher les jeunes de se joindre à la manifestation.

— Mon plus grand fils est au lycée classique, il n'est pas dans une organisation. Mais il est décidé à aller à l'école pour essayer de faire arrêter les cours et pour que les jeunes se joignent aussi à la manifestation car ils sont concernés.

«IL Y AURA UN LENDEMAIN AU 16...»

Interview d'un militant CFDT d'Usinor-Denain réalisée le mercredi 14 février.

▷ **QdP — Comment ça se passe, tous les jours, pour les actions qui sont entreprises ?**

— C'est assez simple, il n'y a pas de mot d'ordre. Ce sont des actions qui sont décidées sur le tas. Les gars prennent des heures qu'on leur pointe comme grève ou comme heure de chômage. Les gars en ont ras-le-bol, et ça démarre là-dessus. On est à un tel point de tension que les copains disent que ce n'est même plus de la colère. Les gars n'ont plus rien à perdre. Donc, à partir de là, ils défendent bien sûr leur emploi, leur outil de travail, mais aussi leur famille, les femmes, les gosses, les copains, les 5 000 emplois. Ça débraie sur le tas pour des faits bien précis. Ce matin, je ne peux pas vous dire qu'il ne se passera rien à Usinor-Denain cet après-midi. On ne sait pas. On sait que le 16, il y a le mot d'ordre dans la sidérurgie sur le plan national, et sur le Valenciennois au plan professionnel, mais vous dire que dans une heure, les copains ne vont pas débrayer, je n'en sais rien ; que dans deux ou trois heures, ils ne seront pas à Valenciennes ou à Lille, je n'en sais rien.
rien.

▷ **QdP — Quels objectifs se fixent les gars dans leur lutte ?**

— L'objectif, c'est le maintien de l'outil de travail à Denain. Le premier objectif pour les gars, c'est leur haut-fourneau, c'est leur aciérie, c'est la fonte et l'acier à Denain. Ensuite, c'est la région. Parce que là aussi ils disent : si on arrête l'usine à Denain, les copains qui travaillent alentour seront sans boulot. Et il y a aussi l'objectif des 6 000 licenciements. Notre usine existe depuis l'avant-guerre. Ça a commencé par Denain-Nord-Est. Cette usine a tourné à certains moments avec 12 000 ouvriers, pour arriver à 6 000 maintenant. Les 6 000 sont partis par le non-réembauchage des jeunes, l'arrêt de l'embauche pur et simple, des arrêts d'atelier, des mises à la retraite, des départs ou pré-retraites. Il y a quelques années déjà, on prévenait les copains de l'arrêt des aciéries 1 et 2 ; bientôt maintenant, ce sera l'aciérie 3. Ce que ça représente ? C'est toute une ville, car un emploi supprimé à Usinor, c'est au moins trois emplois supprimés sur la région. Supprimer Usinor-Denain, ça veut dire qu'une ville comme Denain est entièrement sacrifiée.

LE SEL ET LA CHEVRE

▷ **QdP — Boulin a fait certaines propositions : retraite anticipées, comités de bassin...**

— C'est du sel qu'on donne à lécher à la chèvre. D'accord pour discuter une convention sociale. Mais nos fédérations CGT et CFDT ont mis en préambule : c'est l'acier fonte à Denain et à Longwy, aucun licenciement avant de discuter sur le plan social.

▷ **QdP — Qu'est-ce qui fonctionne aujourd'hui à Denain ?**

— En production, actuellement, il n'y a qu'un haut-fourneau, le numéro 3. Le 5 a été arrêté en juillet, mais il peut reprendre. Au mois de juillet, la CFDT a fait une petite manifestation dans l'usine avec des banderoles pour prévenir les gars : s'ils arrêtent le 5, ce ne sera pas que pour les congés, mais pour après. C'est à partir de là que les gars ont commencé à se poser des questions. Il y a aujourd'hui quatre convertisseurs, le train à bandes, et une aciérie. Maintenir la ligne fonte-acier à Denain, ça veut dire maintenir le haut-fourneau 5, ça veut dire investir.

▷ **QdP — Comment sont appréciées les actions dures ?**

— Actions dures, oui, mais aussi actions nécessaires. Les gars te disent : «On a fait un beau défilé à Denain, on était 40 000 le 13 décembre, et ils n'en ont pas parlé à la radio et à la télé. Ils se foutent de notre gueule».

POUR LES OUVRIERS, LES CRS, C'EST «DE LA PROVOCATION»

— Alors, il y a eu cette escalade, il y a eu la marche sur Paris. Elle s'est bien déroulée, sans incident, jusqu'à la porte de la Chapelle. Bien sûr, il y a eu les motards, il y a eu quelques énervements au milieu des usagers, mais très minimes par rapport à l'importance du blocage de l'autoroute. Il y a eu des accrochages plus sérieux en revenant, sur la bretelle de Roissy. Les gars n'ont jamais eu l'intention de bloquer l'aéroport, mais de bloquer quelque temps les bretelles d'accès, car ils écoutaient la radio dans les bus, on parlait des sidérurgistes, mais on ne parlait pas du tout de Denain. Il fallait donc poursuivre l'action. Mais à Roissy, il y avait les CRS, et on sait que pour les ouvriers, les CRS c'est de la provocation. Et de plus, le premier car n'était pas encore arrêté qu'on a vu dégringoler les premières grenades lacrymogènes. A partir de là, on comprend la suite. La voie remontant sur Paris était bloquée par le bouchon occasionné plus loin. Les grenades sont tombées dedans. Il y a eu des gars amochés, des coups de matraque, des blessés. Un ouvrier a failli perdre un œil. Si les CRS viennent le 16 à Valenciennes, je crains le pire. S'ils ont le malheur d'intervenir, je dirai qu'il y aura des morts, car ce n'est plus de la colère, c'est du désespoir, et on ne peut pas le freiner.

«ON ETAIT TOUS USINOR»

▷ **QdP — Comment se construit l'unité dans la lutte ?**

— A Usinor-Denain, les quatre syndicats sont dans l'action : CFDT, CGT, CGC et FO. Au niveau des ouvriers, à Paris, on a vu des témoignages fantastiques. L'usine est tellement grande que le copain qui travaille au haut-fourneau ne connaît pas celui de l'aciérie et vice-versa.

Mais ce jour-là, on était tous Usinor.

▷ **QdP — Et l'unité avec les autres usines Usinor ?**

— Pour Trith, il n'y a pas de problèmes, car c'est maintenant la même usine avec le même directeur. Des contacts ont été pris, là je parle uniquement au niveau de la CFDT, avec Dunkerque et Longwy. Ils seront encore pris dans le courant de la semaine prochaine ; pour arriver à quoi, on n'en sait rien encore.

Certainement à une action assez spectaculaire. Avec Fos, des liens sont en train de se créer. Mais ils sont moins concrets qu'avec Dunkerque et Longwy.

▷ **QdP — A Dunkerque, on a entendu dire que des gars de Denain monteraient à Dunkerque le 16.**

— Je ne crois pas que les copains se satisfassent d'un défilé à Valenciennes le 16. Ça m'étonnerait qu'ils en restent là. Maintenant, est-ce que l'ensemble décidera de dire : «Il y en a marre, on marche sur Dunkerque, on marche sur Longwy» ou bien dès le début, est-ce qu'ils diront : «Il faut qu'il y ait des copains qui marchent sur Dunkerque, et nous on reste sur le Valenciennois...». Il suffit que la base nous demande de marcher sur Dunkerque, il faudra alors discuter sur le tas, il y aura le pour et le contre, et si c'est le pour qui l'emporte, on y va.
contre, et si c'est le pour qui l'emporte, on y va.

▷ **QdP — Et après le 16 ?**

— Il y aura un lendemain au 16. Il y aura un lendemain, jusqu'au jour où Barre et Etchagarray diront : «*Nous remettons en cause notre décision*». On peut dire dès maintenant, au nom des 6 000 copains d'Usinor, il y aura un lendemain au 16, mais qui sera certainement plus important que ce qui s'est fait.

Accident de travail à Usinor-Dunkerque : un mort et plusieurs blessés

«QUAND ON ENTRE AU HF 4, ON N'EST JAMAIS SÜR D'EN SORTIR !»

Enquête de Pierre PUJOL

Il était fondeur au haut fourneau 4 à Usinor Dunkerque. Il s'appelait Elwaridi, il venait du Maroc. Il s'était marié et était père de deux enfants. Mercredi dernier à 7 heures 27 exactement, l'explosion du plancher neuf du haut fourneau 4 l'a tué net et blessé quatre de ses camarades de travail, Maurice Marcel, Cérard Teston, Christian Gerbout, Mohamed Autbourine. L'un d'entre eux sérieusement atteint au crâne a dû être hospitalisé à Lille en urgence. L'explosion a été si violente que les travailleurs n'ont pu fuir à temps. On a retrouvé leurs corps au milieu d'un véritable cratère. *«Tout le plancher s'est écroulé sur une surface énorme de 35 à 40 mètres carré. Tout s'est effondré, fissuré jusqu'à trente cinq centimètres à l'intérieur du haut fourneau»*, raconte un ouvrier.

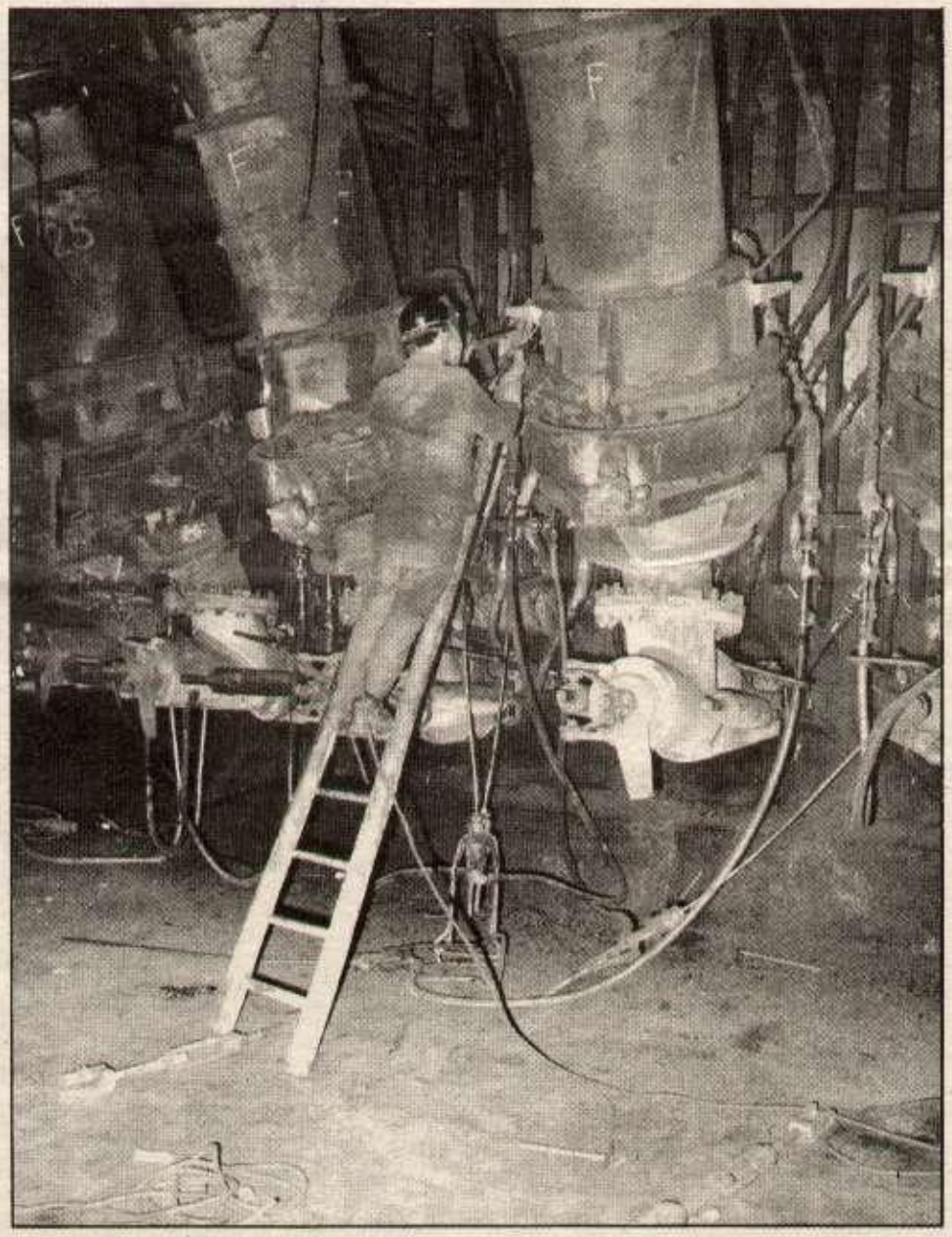
Le HF 4, c'est ce haut fourneau géant, un des plus modernes d'Europe, qui permet la coulée continue, le travail continu, le danger continu. Ce n'est pas la première fois que le HF 4 tue. Le 2 juin 74, Jean Claude Delaleau est tué par l'éclatement d'une tuyère qu'il venait de changer sur le même haut fourneau numéro 4. C'était, à cette date le 72e mort à Usinor-Dunkerque depuis 1962. Depuis, un autre ouvrier M. Domain est mort au HF 4 au niveau du plancher de coulée. Au HF 1, un autre haut fourniste M. Sebane trouvait la mort au niveau des plates-formes. *«Le HF 4 est un instrument dangereux»* pensent tous les hauts fournistes. Leurs craintes ont été une fois de plus confirmées. Pourtant ce HF 4 venait à peine de redémarrer le 26 décembre dernier après huit mois d'arrêt pour diverses réparations. Un gueulard a été changé pour améliorer le chargement, le plancher a été refait pour obtenir une surfacee plus plane et pour mieux équilibrer le minerai dans le haut fourneau. Des «études sérieuses» dit la direction, avaient été menées pour mieux équiper les sorties de fonte. En somme au HF 4, la construction n'était pas finie, que la production démarrait déjà. C'est dans cette installation «pilote» que les hauts fournistes ont été envoyés au feu pour tester l'appareil, tels de véritables cobayes. A chaque accident mortel, sous la pression des luttes des hauts fournistes, le maître de forge ordonne un bricolage supplémentaire de l'appareil. *«Quand on entre au HF 4 le matin, on n'est jamais sûr d'en sortir»* disent les ouvriers. Une fois de plus un des leurs est tombé, mais ce n'est pas sans effroi qu'ils racontent comment le drame aurait pu être encore plus terrible : *«Il y avait 15 gars sur la dalle un instant avant l'accident, mais le mauvais temps le vent et les poussières, ont amené la plupart à se mettre en retrait à l'abri. C'est à ce moment là qu'à eu lieu la formidable explosion !»* Le HF 4 est une pièce maîtresse dans la production de Dunkerque *«C'est la coulée continue. Avant il y avait quand même des pauses de 15 à 20 minutes entre les coulées. Maintenant c'est continu et la production est plus forte. Les conditions de travail sont très mauvaises, la pénibilité du travail est plus forte parce qu'il faut faire le nettoyage plus vite qu'avant, mais avec le même nombre de bonhommes»* accuse un syndicaliste. A l'origine de l'accident les gaz qui se sont infiltrés, et ont explosé. Pourant le plancher venait d'être refait. *«Du béton neuf avait été coulé sur du plus vieux. Avec les énormes écarts de température, il s'est peut-être produit des tensions et des fissures par lesquelles les gaz se sont infiltrés»*. Pour la direction, qui ne se départit pas de son cynisme habituel, cet accident ne remet pas en cause l'appareil *«qui du reste depuis sa remise en route a fonctionné à la satisfaction des exploitants»*. Jusqu'à l'accident tout allait parfaitement bien en somme...

Immédiatement après l'accident les organisations syndicales exigeaient la réunion d'un CHS exceptionnel dans lequel la direction se bornait à constater les faits et à commander de nouvelles études... Mais les travailleurs sont bien décidés à ne pas en rester là et à ne pas admettre l'inadmissible ! Les syndicats d'Usinor exigent l'arrêt immédiat du HF 4. De nombreux travailleurs sont décidés à «marquer le coup» et à renforcer les piquets de grève, proposés par la CFDT dans le cadre de la journée d'action du 16 février. La manifestation prévue pour ce vendredi sera nombreuse à n'en pas douter.

Il y a quelques jours à Sacilor Sollac Serremange quatre ouvriers ont été tués au travail. En Lorraine comme dans le Nord, c'est le même capitalisme qui licencie les ouvriers par milliers et assassine au travail. Le 16, c'est la classe ouvrière de Lorraine et du Nord qu'il trouvera face à lui, avec au cœur, la haine de cette politique.

J.C. Delaleau le 2 juin 1974... C'était le 72e mort...

Le 2 juin 1974 J.C. Delaleau est tué au HF 4. C'est le 72e mort depuis 1962. Pour les travailleurs, c'en est trop. Ils se mettent en grève eixgeant : la mécanisation du nettoyage des tuyères et l'embauche d'une 5e équipe pour ne plus avoir à travailler 56 heures sans jour de repos. Les hauts fournistes combattent avec tenacité les faux arguments de la direction qui affirment que la mécanisation du changement des tuyères est impossible : ils font la preuve qu'une telle machine existe déjà. Après deux semaines de grèves, la direction est obligée de reconnaître qu'il est possible de construire une telle machine et mettra ses ingénieurs au travail pour la concevoir.



Declaration de la CFDT - Usinor

«Cet accident est très grave»

«Aujourd'hui 14 février à 7 h 27, alors que le HF 4 coulait sur le trou de coulée numéro trois, les fondeurs qui assuraient la coulée ont vu de la fumée s'échapper des fissures du plancher aussitôt suivie d'une violente explosion entrainant l'effondrement du plancher. Du cratère laissé par l'explosion sont sortis quatre travailleurs blessés dont plusieurs sérieusement. Des décombres les pompiers ont sorti le corps de M. Elwaridi de nationalité marocaine, quatrième fondeur, présent au haut fourneau de Dunkerque depuis un an. Il était marié et père de deux enfants. Le haut fourneau a été redémarré le 16 décembre 1978. Durant la période d'arrêt des modifications ont été apportées au plancher de coulée composé de caissons vides.

Cette disposition de plancher est à l'origine de l'accumulation de matières ou de gaz détonnants. Pour la CFDT c'est encore un accident très grave. La CFDT entend qu'une enquête approfondie soit menée pour en déterminer les causes.

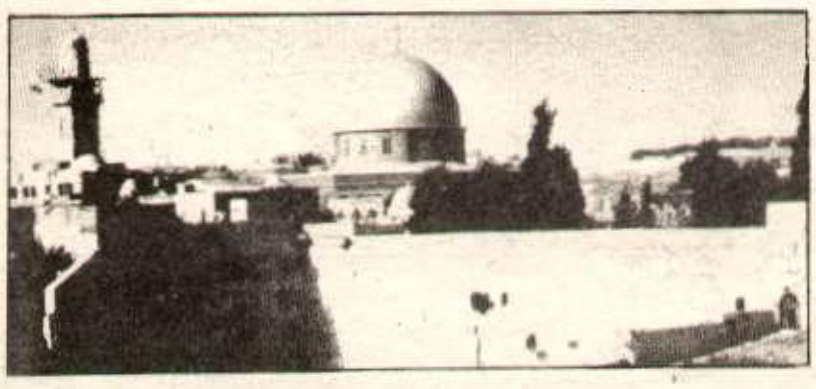
Pour cela elle a demandé un CHS exceptionnel et que tous les éléments lui soient fournis sur l'état du haut fourneau numéro 4. Le HF 4 doit rester arrêté tant que nous n'aurons pas la certitude sur l'état et l'avenir de cette intallation».

Un militant syndicat CFDT d'Usinor Dunkerque

«La direction tente de briser la gréve de la cokerie !»

«La CFDT a demandé l'arrêt de l'installation, compte tenu des morts et des blessés qu'il y a eu au HF 4 pour revoir la sécurité de l'installation. Cette solution de plus permettrait de ne pas arrêter le haut fourneau à Usinor Denain. La direction fait mettre à l'heure qu'il est les charges d'arrêt sur le haut fourneau numéro 4 à Dunkerque. Il y a une grève à la cokerie pour les salaires et les conditions de travail depuis le 6 février dernier et le coke venant de la cokerie commence à manquer. Aujourd'hui, avec cette grève, on est arrivé à un stade de 32 fours, (tour maximum 54 fours, depuis le 6 février tous les postes baissent d'un four). Avec 32 fours il n'y a pas assez de coke pour nourrir rien que le HF 4. Et derrière le HF 4 il y a encore trois autres hauts fourneaux ! La direction fait déjà venir du coke d'Allemagne, de Fos-sur-Mer. Elle compte profiter de cet accident pour arrêter le HF 4, officiellement par des «raisons de sécurité» ; mais en réalité pour réapprovisionner les stocks de coke en prévision d'un éventuel redémarrage du HF 4 ! En vérité son but est de se servir de cet accident pour tenter de briser la grève de la cokerie. L'arrêt prolongé du HF 4 permettrait à Usinor-Denain de tourner, et dérangerait les plans de chômage d'Usinor. Parce que le HF 4 est un des plus gros et des plus modernes hauts fourneaux d'Europe. Le HF 3 lui est usé. Les blindages sont rouges. Pour le faire tourner, il faut l'arroser avec des lances à incendie ! Il est fissuré de partout, il est vieux comme l'usine : il a 11 ans.

L'arrêt du HF 4 risque de faire tourner la grève de la cokerie partiellement dans le vide. Ce mercredi soir, on a proposé aux grévistes de la cokerie non de remonter à 54 fours mais de remonter progressivement à 39 fours. A 39 fours la direction ne pourra pas mettre du personnel en chômage technique à la cokerie».



carnet de voyage

Cisjordanie, terre occupée

Reportage de Philippe DANZAIN

DE LA MER MORTE À JERUSALEM (5)

Une immense vallée désolée, totalement stérile, entourée à l'Est et à l'Ouest de montagnes bleues, mais s'étendant au Nord à perte de vue. Au Sud, une mer parfaitement plate, bordée d'une frange de boue. Face à la mer, la terrasse d'un café. Sol carrelé, murs couverts de fresques. Nous sommes les seuls consommateurs, exception faite du soldat débraillé, au fusil couché sur les jambes, et qui semble dormir. Les sons nous arrivent étouffés. On peut hurler, la voix ne couvrira pas le bourdonnement obsédant

L'OCCUPATION ET LES MERES

«Que vous est-il arrivé ? Je n'ai pas dormi cette nuit.

— Pas grand chose. Une interview qui s'est un peu prolongée dans la nuit.

— C'est vraiment tout ? Si vous saviez comme j'ai eu peur

— Que pouvait-il m'arriver ?

— Je ne sais pas, les soldats...

— Ils sont corrects avec les étrangers

— C'est vrai. Je suis stupide... Mes fils sont émigrés, et quand ils reviennent, j'ai toujours peur dès qu'ils sont un peu en retard... Je préfère qu'ils soient loin».

venu on ne sait d'où. Depuis combien de temps sommes nous assis là ? Dix minutes, une éternité. Le temps n'a ici aucun sens. Cette mer, coupée en deux par les frontières, est vraiment morte. Nous sommes à dix mètres du «no man's land» séparant la Jordanie de la Palestine occupée.

Mes trois amis parlent politique. En anglais, ils maudissent les Israéliens. A cinq mètres d'un soldat. Je crois rêver. Dans ce monde irréel, on peut parler sans risque d'indiscrétion. *«Ici, nous venions nager, très tôt le matin pour éviter les fortes chaleurs. Mais depuis que les Israéliens exploitent les sels de la mer, c'est devenu impossible».* Abdallah désigne la boue qui tient lieu de plage.

Nous rejoignons la voiture, et repartons vers le Nord. A notre droite, nous apercevons des ruines. Anne Marie les désigne du doigt : *«Hôtel grand standing, piscine et tout le confort. Propriété personnelle de Sa Majesté. L'endroit était très touristique, avant».* Et après, on a posé partout ces horribles fils de fer barbelés, anachroniques, déplacés, réels, et ce poste de contrôle. Moue désabusée d'Abdallah. *«Encore un qui ne parle qu'hébreu».* Au bord de la montagne, que nous longeons vers Jéricho, quelques maisons de pierre, et des troupeaux qui semblent brouter la *pierraille, seule végétation apparente du lieu.*

Nous roulons encore quelques kilomètres, et je reste interdit : une explosion, droit devant nous. Du vert, jailli en plein désert. Des feuilles, des maisons. Jéricho, ville des oranges, des citrons, des pamplemousses, et du gouvernement militaire. Une vieille caserne, bâtie par les Anglais, conservée par les Jordaniens, puis par les Israéliens :

— «Bientôt par les Palestiniens ?

— Sans doute».

Les restaurants, face aux orangeraies, sont pleins à craquer. *«On vient à Jéricho en hiver, car il y fait chaud. L'été, on va à Ramallah, où le climat est doux»*

VILLAGE FANTOME

Nouveau changement de paysage. Le désert a repris ses droits, et il a dévoré le village. Les maisons, de la même couleur ocre que le paysage, sont toutes en ruines. Seules quelques-unes sont habitées. C'est le camp des réfugiés chassés de leurs terres en 1948. En 1967, les Israéliens ont chassé les habitants de l'autre côté du Jourdain, ne laissant qu'un village fantôme impressionnant par sa destruction.

«Ils craignaient les réfugiés, car de ce camp partaient des opérations de Fidayine en Israël». Retour à Jérusalem. Le désert, encore, mais plus vallonné, et où pousse une herbe rare. Quelques camps de Bédouins. Le bourdonnement, causé par la pression dans cette vallée au dessous du niveau de la mer, a cessé. Un village.

«Tu vois cette mosquée ? Les Israéliens voulaient confisquer la terre. En une nuit, les habitants du village ont achevé la construction du lieu de culte. L'armée a dû renoncer à la saisie».

La nuit est tombée. Les voitures allument leurs lanternes. Au loin une église, Anne Marie se signe. Apparaît bientôt Jérusalem, ses lumières. Un autre monde. Au milieu de la route, les mêmes soldats.

Taxi collectif

Taxi collectif. Sept passagers. On paye après le départ, passant l'argent de main en main jusqu'au chauffeur. D'habitude, des conversations animées s'engagent. A la vue des colonies nombreuses autour de Jérusalem, certains passagers explosent. Les «points de peuplement» juifs n'ont rien d'héroïque : des jeunes ménages en quête d'un logement pas cher. Des «cas sociaux» payés pour coloniser. Un fréquent renouvellement des colons, chassés par l'hostilité des Palestiniens. Les enfants n'hésitent pas à cracher sur eux, ou à les bombarder de pierres.

Certains tiennent bon : des illuminés rêvant d'Heretz Israël.

Mais aujourd'hui, il règne dans la voiture un silence de plomb.

Au poste de contrôle, les deux passagers américains, de jeunes barbus, n'ont pas présenté leurs papiers : *«Nous les avons laissés au kibboutz».*

Babylone

Ashquelon, au bord de la Méditerranée. Une ville ordinaire, avec ses bâtiments impersonnels, style HLM, et ses rues commerçantes. Les enseignes sont en Hébreu. Mais au café, la patronne invite, avec un accent Pied noir à prendre *«un petit pastis».*

Le marché couvert : plutôt un centre commercial, rien à voir avec les marchés joyeusement désordonnés du Moyen Orient. *«Autrefois, ici, c'était un village arabe. Il reste quelques maisons de ce temps-là».*

Ancien militant du mouvement sioniste *«Dror»*, Jojo a fait son «examen de conscience». Il a quitté Paris, et s'est installé définitivement en Israël. Originaire d'Afrique du Nord, il parle Arabe, et admet *«qu'eux aussi ont droit à un État».* Il n'aime pas les *«Vouz-vouz»*, les Juifs de l'Europe de l'Est. *«Ils se croient supérieurs. Il faut bien reconnaître que c'est grâce à eux qu'Israël existe».*

Un mendiant. *«Un brave type. Il vient du Yemen».*

Nous entrons dans un magasin. *«Tu es ici, toi ? Je croyais que tu étais à l'armée»*

— Et mon commerce, qui le tiendra ? Toutes les armées sont de la cochonnerie».

Retour en Cisjordanie. Un vieux Palestinien chrétien :

«La paix tuera Israël plus sûrement que la guerre. Babylone est chez eux».

Strictement en hébreu... Ici, c'étaient les maisons et les champs palestiniens de Cisjordanie.

Ecole

— «Dix huit mois de prison ? Mais c'est terrible...

— Non, certains restent plusieurs années.

— Quand même...

— C'est intéressant

— ?????

— On rencontre d'autres détenus. On déteste de plus en plus l'ennemi. La prison c'est l'école de la révolution».

Depuis 1967, un Palestinien de Cisjordanie sur deux en moyenne a «étudié» comme Mahmoud.

Dans les prisons sionistes

Le voyage de Jean François-Poncet en URSS - 2 -

PRÉPARATION DU PROCHAIN SOMMET BREJNEV-GISCARD

A son retour d'URSS, où il a pu avoir un entretien téléphonique avec Brejnev, François-Poncet a affirmé que les deux parties avaient exposé leurs conceptions différentes de la détente «*dans un esprit de compréhension mutuelle*». En ce qui concerne les relations franco-chinoises, il a repris la formule suivant laquelle *«Le développement de nos relations avec la Chine n'est pas dirigée contre l'Union soviétique»*. Nous poursuivons aujourd'hui l'examen des différents points d'achoppement entre la politique de Giscard et celle de l'URSS.

LA DISPUTE AFRICAINE

Les désaccords sur l'Afrique se sont réglés, spectaculairement et de manière sanglante, par les ratissages de légionnaires français à Kolwezi, au Sud du Zaïre, l'an dernier. Dans son souci de préserver et d'étendre sa zone d'influence en Afrique, l'impérialisme français est amené à contrecarrer les tentatives soviétiques de se constituer un empire puisqu'elles réalisent à son détriment. C'est ce que réaffirmait Giscard le 9 février à Yaoundé (Cameroun) en mettant en cause *«les conflits d'apparence interne»* qui prennent *«une ampleur dramatique parce que relayés et attisés de l'extérieur»*. Il ne s'agit là de rien d'autre que des deux affaires du Zaïre et de la guerre en Erythrée, où les Russes ont tenu et tiennent le devant de la scène. Bien plus, selon, *le Monde*, le voyage au Soudan effectué par Stirn, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, au début du mois de février aurait notamment eu pour effet que le gouvernement français soit quasi officiellement invité par le gouvernement soudanais à participer à une tentative de réglement régional de la question érythréenne, qu'il espère mettre sur pied à l'occasion d'une prochaine rencontre avec le colonel Mengistu. Cette solution prévoirait une solution fédérale ce que ne saurait accepter le peuple érythréen et les fronts de libération ; elle aurait également la particularité de tenir les Russes à l'écart d'une question essentielle concernant la réalisation de leur projet de faire de la mer Rouge une mer Russe. Là encore jamais les positions ne furent, dans les faits, plus éloignées.

DES ARMES POUR LA CHINE

Le 27 décembre dernier l'Agence TASS s'en prenait violemment à Washington et à Paris, censés *«encourager les ambitions nucléaires des militaristes de Pékin»*, en acceptant de livrer ou que soient livrées des installations nucléaires à la République populaire de Chine. Lors du sommet de la Guadeloupe en novembre dernier, l'Agence TASS réitérait les menaces maintes fois proférées par les Russes concernant les livraisons d'armes à la Chine : *«En armant la Chine, l'Ouest joue avec le feu. C'est un jeu dangereux pour tout le monde y compris pour l'Ouest»*. On sait à quelles pressions cela a donné lieu, en Angleterre et en Italie . Le gouvernement français pour sa part prévoit de poursuivre les livraisons d'hélicoptères *Alouette* et *Super Frelon*, et éventuellement, si le contrat était conclu, des *Gazelle* porteurs de missiles antichars. Le désaccord, là, porte sur le fond des choses. Les pays d'Europe occidentale accepteront-ils que Moscou fixe les modalités de leurs relations avec la République populaire de Chine ? Accepteront-ils de fermer les yeux sur l'accumulation, réalisée par l'URSS, des facteurs lui permettant de déclencher et de conduire une guerre, sous prétexte de ne pas incommoder les maréchaux russes ? Ou au contraire, prendront-ils des mesures pour les empêcher de réaliser leurs fins ?

GISCARD IRA-T-IL A BORODINO ?

En 1975, parce qu'ils étaient mécontents de la politique giscardienne concernant la défense, les Soviétiques avaient envoyé Giscard méditer sur le champ de bataille de Borodino, où les troupes napoléoniennes laissèrent le meilleur de leurs forces. Depuis, le dossier des désaccords s'est épaissi, sous l'impulsion des menées soviétiques en Afrique et en Asie, destinées à leur assurer les bases essentielles pour déclencher une guerre mondiale, condition pour parvenir à s'assurer l'hégémonie à laquelle ils prétendent. Le programme réservé à Giscard pour son prochain voyage prévoira-t-il encore un exil de quelques jours sur le champ de bataille de Borodino, ou quelque part du côté du Baïkal, s'il est en désaccord avec les maîtres du Kremlin ? Giscard acceptera-t-il d'y aller ? Les exigences posées et les réponses qui seront apportées seront autant d'indices sur l'évolution probable des événements en Europe dans les mois à venir.

G. CARRAT

• Vols d'avions vietnamiens et soviétique aux frontières de la Chine

D'après certaines informations le gouvernement vietnamien a envoyé des bombardiers Mig 21 patrouiller le long de la frontière avec la Chine, ce qui augmente la tension déjà importante et accroît les risques d'éclatement d'un conflit. On signale que parallèlement l'URSS a multiplié les patrouilles aériennes le long de la frontière chinoise, près de la province du Sinkiang. Certaines localités de cette province auraient été évacuées par la population civile chinoise.

Dimanche, le Vice-Premier ministre chinois Li Xiannian avait lancé une mise en garde au Vietnam déclarant : *«Avec le soutien de l'hégémonisme soviétique, le Vietnam a lancé une agression insolente contre le Kampuchéa. En même temps, il a multiplié ses activités) provocatrices militaires à la frontière sino-vietnamienne et occupé des territoires chinois. Le peuple chinois en est vivement indigné. Nous avons averti à maintes reprises les Vietnamiens de ne pas prendre à la légère les paroles de la Chine»*.

AFGHANISTAN : ASSASSINAT DE L'AMBASSADEUR U.S.

Enlevé par des rebelles opposés au régime afghan, l'ambassadeur des Etats-Unis à Kaboul, a été tué au cours de l'assaut donné par les forces de sécurité.

• Italie : *Lotta Continua* «contre l'Etat et contre les Brigades Rouges»

Le journal d'extrême gauche *Lotta Continua* vient de publier une enquête concernant les activités des «Brigades Rouges» contre des révolutionnaires italiens. Il révèle en particulier qu'un responsable de Bologne de *Lotta Continua* a été assassiné en 1975 par les Brigades Rouges. Voulant rompre la loi du silence à ce sujet, *Lotta Continua* adopte le mot d'ordre *«Contre l'État et les B.R»*.

• Kampuchéa : nouveaux renforts vietnamiens

Les autorités de Hanoï ont été contraintes d'envoyer de nouveaux renforts au Kampuchéa pour tenter de faire face aux attaques menées par les forces patriotiques dans tout le pays. Les troupes d'occupation sont maintenant composées de quinze divisions, c'est-à-dire environ 150 000 hommes, ce qui en dit long sur l'incapacité des agresseurs à contrôler le Kampuchéa et à installer leur régime fantoche.

TELEPHONEZ AU
QUOTIDIEN DU PEUPLE
N° 636.73.76.

Nouvelles des pays arabes

MAROC : AGRESSION POLICIÈRE CONTRE LES MEDECINS INTERNES

Les médecins internes de l'hôpital universitaire de Casablanca se sont mis en grève pour protester contre les mauvaises conditions de travail, les faibles moyens mis à leur disposition pour pratiquer leur métier. Ils ont diffusé un communiqué après l'agression policière contre l'hôpital, où ils expliquent comment le pouvoir marocain se soucie peu de la santé du peuple. En voici quelques extraits :

«Nous rappelons que depuis un an, nous avons informé les responsables locaux, et les responsables du ministère de la Santé des mauvaises conditions dans lesquelles nous travaillons, du manque du strict minimum de matériel pour détecter les maladies, de l'absence des moyens pour soigner les malades et de les veiller correctement.

Du fait de ce grand manque, les médecins internes sont devenus incapables de faire face aux cas d'urgence les plus simples, ce qui entraîne beaucoup de décès que nous aurions pu éviter.

Ainsi beaucoup de nos compatriotes meurent à cause de cette situation regrettable.

Devant l'absence de matériaux nécessaires, les malades sont devenus obligés de les acheter eux mêmes (...).

Ceci signifie que seuls ceux qui ont un revenu élevé peuvent profiter des soins.

Devant l'inertie des responsables, les médecins internes ont décidé d'arrêter leur activité.

Au lieu de discuter honnêtement, les responsables ont envoyé les forces de la police au centre hospitalier universitaire de Casablanca. Ces forces ont pénétré dans le bâtiment, ont attaqué les médecins à une heure du matin, les ont frappés. Ils ont pris par la force cinq d'entre eux, et les autres ont été enfermés jusqu'à cinq heures du matin et cela dans l'illégalité totale». (...).

* Traduction *QdP*.

ÉGYPTE : DES ETUDIANTS PALESTINIENS INTERDITS DE SEJOUR

La politique de capitulation de Sadate permet aux Israéliens de fouler le sol égyptien (les nombreux journalistes et autres) alors que les Palestiniens eux-mêmes ne peuvent plus poursuivre leurs études en Egypte. Plusieurs étudiants de Cisjordanie ont reçu le refus des autorités égyptiennes de les inscrire en faculté, sauf en cas de paiement d'une amende tellement élevée qu'aucun d'entre eux n'a pu y aller. Cette amende est nouvelle, elle n'est pas demandée par l'université mais par les autorités elles-mêmes.

YEMEN SUD : LE PRESIDENT NIE LA PRESENCE SOVIETIQUE DANS LE PAYS

Le nouveau président du Yemen du Sud, mis à la tête de l'État après l'assassinat de Robaya en juin dernier, vient de terminer une visite au Koweit et en Arabie Saoudite. Au Koweit, il a attaqué les dirigeants du Yemen du Nord et a ajouté : *«Ma visite au Koweit et en Arabie Saoudite ne vise pas à un accord avec le Yemen du Nord»*.

Il a aussi nié la présence des forces soviétiques ou cubaines au pays, mais a précisé qu'il allait se rendre en URSS prochainement, pour signer un «accord de coopération économique et culturel» et d'autres accords.

D'autre part, les avions soviétiques ont repris la liaison avec le Yemen du Nord, interrompue depuis 9 mois. Cette liaison a repris parce que l'Arabie Saoudite a accepté le survol de son espace aérien par les avions.

ARABIE SAOUDITE : TROUBLES DANS L'ARMEE

Selon certaines rumeurs reprises par les journaux arabes, des troubles existent dans le royaume des Séoudiens : des divergences au sein même de la famille royale sur les conséquences des événements en Iran, mais aussi dans des actions menées par les ouvriers de Dahran. Tout d'abord la démission des conseillers personnels du roi, connu pour ses meilleures relations politiques et commerciales avec Sadate. Ensuite, la disparition d'un responsable à cause d'une histoire de trafic d'armes avec les USA. Un haut officier s'enfuit en Irak avec 37 soldats, demandant l'asile politique.

Il est difficile de savoir exactement ce qui s'est passé à Dahran, mais les journaux rapportent que des actions violentes ont été menées par les ouvriers, réprimés tout aussi vite qu'elles sont apparues.

le quotidien du peuple

LE 16 FEVRIER DANS LE NORD-PAS-DE-CALAIS

• Journée internationale de lutte contre le chômage et les licenciements

• Grève de 24 heures et manifestations

140 000 chômeurs dans le Nord-Pas-de-Calais, des milliers de licenciements dans la sidérurgie et le textile : dans la sidérurgie, 6 000 licenciements dans le Valenciennois, 1 050 aux A.P.O. à Boulogne.

Dans le textile, on restructure, donc les patrons licencient : à Tourcoing, 600 licenciements, Roubaix 500, Lille 400, Fourmies 100.

Des villes entières menacées par le chômage. A Boulogne, 20 % de la population active est menacée par le chômage. La pêche et ses activités annexes sont en difficultés. 8 000 familles sont ainsi touchées.

A Denain, 3 000 inscrits à l'ANPE plus les 500 d'Usinor qu'il faut en réalité multiplier par trois par les répercussions que cela a sur d'autres entreprises.

LES PROMESSES DE BARRE : ENCORE UNE PROVOCATION

6 800 emplois promis pour 140 000 chômeurs alors même que 100 000 emplois seront supprimés dans les trois années à venir. Ils devraient se répartir comme suit : 4 200 pour le Valenciennois et le Cambresi, 1 600 pour l'Ouest du bassin minier, 1 000 pour la métropole Lille - Roubaix - Tourcoing.

Parmi ces creations d'emplois, 4 200 concerneraient la branche automobile : Peugeot-Citroën construisant une usine de boîtes de vitesse dans le Valenciennois (2 500 emplois).

Cependant ces emplois ne seront créés que sur cinq ans. Or avec les licenciements actuels et ses répercussions alentours, ce sont plus de 15 000 actifs qui se retrouveront au chômage d'ici là.

Alors qu'il y a 10 ans, pour la région Nord — et plus particulièrement celle de Valenciennes — l'implantation de Simca-Chrysler devait apporter près de 10 000 emplois, on arrive tout juste à 2 000 pour 1980. Car dans l'automobile, le chômage s'y développe aussi. Ainsi 250 licenciements sont annoncés à Simca-Chrysler de La Rochelle et à Hordain dans le Nord et Vieux-Condé connaît le chômage technique.

A Douvrin, dans le Pas-de-Calais, le gouvernement a promis l'extension de la «Française des mécaniques». Mais le moins que l'on puisse dire, c'est que cette promesse ne vaut pas cher puisque l'extension était déjà programmée : des ateliers sont depuis plusieurs mois en construction !

Elle devait embaucher à l'origine 8 000 personnes or elle n'en compte que 4 000.

Enfin, les dernières fosses du Bassin fermeront en 1983.

Quant aux 1 000 emplois du «tertiaire», ce ne sera que pour une durée de 3 ou 9 ans. Le gouvernement a en effet déclaré qu'il créerait 1 000 emplois nouveaux à Lille par décentralisation des services de la SNCF. Pourtant M. Le Theule, ministre des Transports, déclare en janvier : le service de la comptabilité et du contrôle des recettes SNCF serait également susceptible de faire l'objet d'un transport partiel en province par étapes sucessives s'échelonnant jusqu'à 1988.

Quant à Boulogne, la bourgeoisie lui offre le désenclavement : c'est-à-dire, construire une autoroute. C'est-à-dire faire de cette ville un meilleur lieu de passage, de frêt et pour les touristes.

LES ACTIONS CES DERNIERS MOIS

A Boulogne, le 7 décembre, les routes et voies ferrées ont été bloquées par 15 000 manifestants, choses que l'on n'avait pas vu depuis 1936.

Le 9 février, les sidérurgistes de Denain, bloquaient la Porte de la Chapelle à Paris et l'autoroute du Nord.

Dans le Valenciennois, la riposte se fait dès l'annonce des licenciements. En décembre, les sidérurgistes bloquent un pont à Anzin.

Ils occupent massivement les services centraux d'Usinor à Trith et bloquent le trafic ferroviaire. Des dizaines de milliers de personnes manifestent à Denain.

En janvier, c'est l'occupation des bureaux patronaux à Usinor - Denain. A 8 heures du soir, après l'annonce par Barre des quelques mesures pour l'emploi, la colère éclate, les bureaux sont mis à sac.

Les sidérurgistes de Denain-Trith bloquent le «Paris-Bâle». Ceux de Denain-même occupent le centre de triage de Somain.

Dans le même temps, 2 000 manifestants bloquent l'autoroute.

En février encore, le 6, c'est la séquestration du directeur et du chef du personnel et de son adjoint à Denain.

C'est le blocage du carrefour central de la ville avec des locotracteurs.

Dans le reste de la région : à Usinor-Dunkerque, le 6 février, l'équipe d'après-midi de la cokerie se met en grève pour les conditions de sécurité et par solidarité avec les sidérurgistes de Lorraine et de Denain.

La semaine dernière, les ouvriers bloquent la nationale Béthune-Lille à l'aide d'un portique métallique de 2,8 tonnes.

Depuis décembre, de manière plus générale encore, de nombreuses actions contre les licenciements secouent la région. Des grèves et occupations à Roubaix, des débrayages au peignage Amédée au Wattrelos.

LA JOURNÉE DU 16

Sa préparation est inégale, cependant toutes les organisations syndicales ont dû prendre en compte l'aspiration à ce que ce ne soit pas *«une grève de 24 heures pour rien et sans lendemain»*.

Ainsi les actions résolues de ceux de Denain sont souvent prises en exemple. Des manifestations d'ampleur se préparent à Valenciennes d'abord, mais aussi à Boulogne et à Roubaix, Dunkerque, Douai, Lille et Lens.

LONGWY : UNE JOURNÉE QUI FERA DATE

Longwy : jeudi 8 heures.

Vendredi dès 2 heures du matin, certaines routes ou voies ferrées seront bloquées dans la région de Longwy. A l'IUS CFDT un nombre important de militants prennent les choses en main, et préparent un panneau sur radio «S.O.S. emploi», qui sur la lutte des résidents du foyer Sonacotra de Mont-Saint-Martin, qui sur le chômage, etc. Radio «S.O.S. emploi», la radio de la CFDT, émettra quatre fois ce vendredi. Elle rendra nettement compte du déroulement de la journée à Usinor-Denain et à Usinor-Montataire dans la région parisienne. Des résidents des foyers Sonacotra nous ont assuré que comme par le passé ils prendront toute la place qu'il leur revient dans la lutte. Les routiers aussi seront dans l'action. La mairie de Longwy-Bas, retenue par la CFDT sera un lieu de rencontre qui favorisera le débat... De multiples autres initiatives sont en préparation. Un certain nombre d'adhérents des syndicats se demandent pourquoi il n'a pas été prévu de manifestations. D'un autre côté, compte-tenu de la méfiance qui existe par rapport aux formes de lutte traditionnelles, la plupart se rendent compte que ce n'est pas là l'essentiel et que ce qui est important c'est que le maximum de travailleurs participent aux actions décidées. L'affluence exceptionnelle de journalistes à Longwy témoigne que la journée fera probablement date.

IRAN : L'AMBASSADE AMÉRICAINE ET LA TÉLÉVISION ATTAQUÉES

Mercredi matin, l'ambassade américaine à Téhéran a été attaquée par un commando non identifié. Prévenues par l'ambassadeur, des milices de Khomeiny sont intervenues pour protéger le personnel de l'ambassade contre les assaillants. Les versions les plus diverses ont été données sur l'identité des auteurs de cette action. La dernière en date met en cause l'organisation des *«Fedayins du Peuple»*, qui a formellement démenti sa participation à l'attaque de l'ambassade.

Dans la soirée de mercredi, un commando de la Savak a tenté de s'emparer de la radio-télévision. A Tabriz, les forces contre-révolutionnaires contrôlent encore une partie de la ville. Les combats auraient fait 700 morts et 2 000 blessés depuis mardi. Les autorités militaires ont instauré le couvre-feu dans la ville.

Qui sont les auteurs de l'attque contre l'ambassade américaine à Téhéran ? Il est encore très difficile de répondre à cette question. De même le déroulement exact des faits est très controversé. Selon la version officielle du gouvernement Bazargan, un commando armé aurait donné l'assaut, puis rapidement l'ambassadeur US aurait donné l'ordre à ses *«marines»* de se rendre *«pour éviter toute effusion de sang»*. Selon un témoin qui se dit être un *«militant communiste»*, l'attaque aurait débuté après que des *«marines»* aient ouvert le feu sur un groupe d'hommes qui se déplaçaient près de l'ambassade. Les différentes versions officielles sur l'identité des agresseurs sont loin d'apporter des éclaircissements sur cette affaire. Le gouvernement Bazargan a tout d'abord mis en cause *«2 000 Afghans qui voulaient piller l'ambassade»*. Puis, il accusait la Savak d'avoir organisé une provocation. Derniers à être mis en cause dans cette affaire, *«les Fedayins du Peuple»* ont démenti catégoriquement toute participation à l'attaque : *«Nous ignorons qui en est responsable»*.

Bien que refusant de rendre leurs armes et critiquant les orientations prises par le nouveau gouvernement, cette organisation a donné l'ordre à ses membres d'éviter les engagements armés avec les patrouilles khomeinystes. Elle a précisé au sujet du gouvernement Bazargan : *«Puisque la majorité du peuple le soutient, nous le soutenons pour le moment.»*

Tous ceux qui refusent de rendre leurs armes sont fichés et des listes sont envoyées aux comités Khomeiny qui pourraient s'en servir pour éliminer ceux qui dénoncent les limites du gouvernement Bazargan. Les miliciens ont déjà reçu l'ordre de tirer sur les civils qui circulent armés sans autorisation. Khomeiny semble prêt à utiliser tous les incidents qui opposeraient ses partisans aux révolutionnaires pour déconsidérer ceux-ci auprès de la population.

Frank ROUSSEL

• Communiqué

Une première assemblée parisienne du mouvement des femmes a proposé que s'organise, autour de la préparation du 8 mars 1979, une rencontre de femmes témoignant des luttes et de nos expériences, le samedi 3 mars 1979.

Il est envisagé, pour le 8 mars, journée internationale des femmes — une manifestation de nuit. Pour préparer cette initiative, tous les groupes femmes de quartier et d'entreprise, ainsi que toutes les femmes intéressées, se retrouveront à 14 h 30 à la faculté de Jussieu, tour 46, le samedi 17 février prochain.

Le collectif provisoire de préparation du 8 mars

• Tanzanie : réunion du groupe des 77

Le «groupe des 77» qui regroupe en fait actuellement 117 pays du Tiers Monde qui se concertent pour définir leurs revendications face aux pays impérialistes, s'est réuni en conférence ministérielle cette semaine à Arusha en Tanzanie. A cette occasion, le président tanzanien Nyerere a insisté dans un discours sur la nécessité de lutter contre les divisions : *«Ce que nous avons en commun, c'est notre dépendance envers les nations développées»* a-t-il déclaré. Il a préconisé la fermeté pour la 5e conférence de la CNUCED qui se tient en mai, affirmant : *«Nous devons négocier à partir d'une position de force»*.

• Procédure de flagrant délit contre un militant CFDT des métaux de Lyon

Celui-ci a été arrêté très tôt mardi à son domicile. Les flics l'accusent d'avoir brisé des vitrines lors de la manifestation contre le meeting de l'Eurodroite, alors que des responsables CFDT ont passé la soirée avec lui, dans un bistrot, bien loin des faits qui lui sont reprochés. Ce militant est aussi un des responsables nationaux du Comité Larzac. C'est une grave atteinte aux libertés politiques. Il suffit pour la police d'être un militant CFDT et animateur des comités Larzac pour être aussitôt suspect de bris de vitrines.

Correspondant Lyon